

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 4587

[2003/201930]

24 SEPTEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la Convention internationale du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.";

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil;

Vu l'avis du Conseil d'Administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 4 septembre 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 septembre 2003;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'après évaluation menée avec les représentants des acteurs concernés, dont l'Office de la Naissance et de l'Enfance, suite à l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, il est apparu que certaines modalités s'avéraient inapplicables ou étaient susceptibles d'entraîner des effets contraires aux intentions du Gouvernement, en particulier en ce qui concerne les modalités d'inscription des enfants, où, plutôt que de rassurer les parents, celles-ci accroissaient l'inquiétude des parents à la recherche d'une place d'accueil, et qu'il convient donc de remédier à cette situation en apportant les modifications nécessaires à la réglementation générale, et ce, dans les plus brefs délais, afin de ne pas laisser perdurer notamment cet état d'inquiétude;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 35.874/4, donné le 17 septembre 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance, de l'Accueil et des Missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 36 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil est remplacé par la disposition suivante :

« **Art. 36.** L'encadrement des enfants au sein de la maison communale d'accueil de l'enfance est assuré par le personnel minimum suivant :

1° 2,5 équivalents temps plein de puériculteurs(trices) pour douze enfants;

2° 0,5 équivalent temps plein de puériculteur(trice) par groupe de trois places supplémentaires pour les maisons dont la capacité est supérieure à douze places;

3° 0,25 équivalent temps plein d'infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire, ou d'assistant(e) social(e) par tranche de douze places.

Pour les enfants âgés de plus de dix-huit mois, la qualification de puériculteur(trices), visée à l'alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, peut être remplacée par celle d'aspirant(e) en nursing ou d'instituteur(trice) de l'enseignement maternel ou d'une autre qualification reconnue par le Gouvernement, pris avis de l'Office, sans pour autant que la proportion de puériculteurs(trices) puisse être inférieure à la moitié du personnel affecté à l'encadrement des enfants de cet âge. ».

Art. 2. Les deux premiers alinéas de l'article 42 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil sont remplacés par les alinéas suivants :

« Pour les crèches, prégardienats et maisons communales d'accueil de l'enfance, le(la) Directeur(trice) et les personnes qui assurent l'encadrement psycho-médico-social justifient de la formation d'infirmier(ère), d'infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire, d'assistant(e) social(e) ou d'une formation supérieure à finalité psychopédagogique. Les personnes qui assurent l'encadrement des enfants justifient de la formation d'infirmier(ère), d'infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire, d'assistant(e) social(e) ou de puériculteur(trice) ou d'une formation supérieure à finalité psychopédagogique. La qualification de puériculteur(trice) peut toutefois, pour l'encadrement des enfants âgés de plus de dix-huit mois, être remplacée par celle d'aspirant(e) en nursing, d'instituteur(trice) de l'enseignement maternel ou d'une autre qualification reconnue par le Gouvernement, pris avis de l'Office, sans toutefois que la proportion de puériculteurs(trices) puisse être inférieure à la moitié du personnel affecté à l'encadrement des enfants de cet âge.

Pour les crèches parentales, le(la) Directeur(trice) et les personnes qui assurent l'encadrement psycho-médico-social justifient de la formation d'infirmier(ère), d'infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire, d'assistant(e) social(e) ou d'une formation supérieure à finalité psychopédagogique. Les personnes, autres que les parents, qui assurent l'encadrement des enfants justifient de la formation d'infirmier(ère), d'infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou spécialisé(e) en santé communautaire, d'assistant(e) social(e) ou de puériculteur(trice) ou d'une formation supérieure à finalité psychopédagogique. Les parents qui assurent l'encadrement des enfants justifient d'une formation reconnue par le Gouvernement ou s'engagent à suivre dans l'année un module de formation accélérée reconnu par le Gouvernement. ».

Art. 3. Les articles 48 à 55 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil sont remplacés par les articles suivants :

« **Art. 48.** A partir du troisième mois révolu de grossesse, lors d'un entretien, les parents font une demande d'inscription de leur enfant dans le milieu d'accueil. Ils précisent notamment le nombre probable de jours et de demi-jours par semaine ou par mois de présence de leur enfant et la date probable du début de l'accueil.

Néanmoins, si la date d'entrée probable de l'enfant est prévue lorsqu'il a atteint au moins l'âge de six mois, la demande d'inscription ne peut être formulée que dans les neuf mois qui précèdent cette date d'entrée.

Chaque demande d'inscription est transcrite immédiatement dans le registre des inscriptions visé à l'article 15, dans l'ordre chronologique de son introduction. Le milieu d'accueil en délivre une attestation, informant également les parents des procédures ultérieures.

Le milieu d'accueil notifie aux parents l'acceptation, l'inscription en attente de réponse ou le refus motivé d'inscription dans les meilleurs délais, et au plus tard dans un délai d'un mois après la demande d'inscription.

Il acte également sa réponse dans le registre des inscriptions en mentionnant, le cas échéant, la date présumée du début de l'accueil

Par dérogation aux alinéas 3 à 5, lorsque la demande des parents s'inscrit dans le cadre d'une convention de collaboration, celle-ci est transcrite immédiatement, sous forme d'inscription ferme, dans le registre des inscriptions en mentionnant la date présumée du début de l'accueil.

Art. 49. § 1^{er}. Au sixième mois révolu de grossesse ou au terme des trois mois qui suivent la demande d'inscription si la date d'entrée probable de l'enfant est prévue lorsqu'il a atteint au moins l'âge de six mois, les parents, qui n'ont pas reçu de refus d'inscription, confirment leur demande au plus tard dans les dix jours ouvrables qui suivent l'échéance susvisée.

Le milieu d'accueil notifie aux parents, dont la demande est inscrite en attente de réponse, l'acceptation ou le refus motivé d'inscription dans les meilleurs délais, et au plus tard dans un délai de dix jours ouvrables après la confirmation de la demande d'inscription. En cas de refus, le milieu acte le fait que les parents souhaitent ou non être recontactés ultérieurement au cas où une place d'accueil s'avérerait disponible.

Si une demande initiale d'inscription, qui a été acceptée conformément à l'article 48, est modifiée lors de la confirmation ou si, après confirmation de la demande d'inscription en attente de réponse et refus par le milieu d'accueil, la demande d'inscription est modifiée, celui-ci notifie l'acceptation ou le refus à l'égard de cette demande modifiée dans les dix jours ouvrables qui suivent.

§ 2. Toutes les inscriptions qui ont fait l'objet d'une acceptation, selon les modalités prévues à l'article 48 et au § 1^{er}, sont transcrites, sous forme d'inscription ferme, dans le registre des inscriptions en mentionnant la date présumée du début de l'accueil.

A ce moment, le milieu d'accueil remet aux parents le règlement d'ordre intérieur et le projet d'accueil, qu'ils doivent signer pour accord après en avoir pris connaissance. A partir de ce moment là, le milieu d'accueil peut également demander aux parents une avance forfaitaire destinée à assurer la réservation de la place de l'enfant dans le milieu d'accueil et à garantir la bonne exécution des obligations financières des parents tout au long de l'accueil de l'enfant. Celle-ci correspond au maximum à un mois d'accueil, calculé sur la base de la fréquentation demandée et, le cas échéant, de la contribution financière des parents déterminée sur la base des revenus du ménage. Elle doit être restituée à la fin de l'accueil de l'enfant si toutes les obligations ont été exécutées, ou si l'entrée de l'enfant n'a pu avoir lieu en cas de force majeure et ce, dans un délai ne dépassant pas le mois. Le milieu d'accueil agréé peut également passer avec les parents le contrat d'accueil tel que visé à l'article 70, les annexes pouvant être complétées ultérieurement.

Art. 50. § 1^{er}. L'inscription de l'enfant ne peut être refusée sur la base de discriminations sociales, sexuelles ou raciales, pour autant que les parents acceptent de souscrire au projet d'accueil et au règlement d'ordre intérieur du milieu d'accueil.

Sans préjudice de l'alinéa premier, l'inscription de l'enfant doit se faire dans le respect de l'ordre de demande d'inscription dans le registre conformément à l'article 48, alinéa 3, pour autant que cela corresponde à l'offre d'accueil.

§ 2. Toute décision de refus d'inscription, notifiée aux parents sur un formulaire type dont le modèle est fourni par l'Office, précise le motif de refus, à savoir soit l'absence de place disponible à la date présumée du début de l'accueil, soit un motif lié à l'incompatibilité de la demande avec le projet d'accueil ou le règlement d'ordre intérieur du milieu d'accueil, lesquels ne peuvent disposer qu'une demande d'inscription soit refusée pour le motif que le nombre de journées est insuffisant si ce nombre est supérieur ou égal en moyenne mensuelle à 12 présences journalières, en dehors des mois de vacances annoncés. Le milieu d'accueil informe en outre les parents des autres milieux d'accueil susceptibles de rencontrer leur demande ainsi que du fait qu'il communiquera, dans les quinze jours, leur demande au comité subrégional aux fins d'être transcrite dans un registre centralisé des inscriptions en attente.

§ 3. En cas de refus motivé d'inscription conformément au § 2., le milieu d'accueil transcrit immédiatement la demande dans un registre des inscriptions en attente.

Il en informe le comité subrégional de sa région, sauf si les parents ont refusé de voir leur demande d'inscription transmise au comité subrégional dans le délai visé au § 2.

Chaque comité subrégional centralise, pour ce qui le concerne, les registres des inscriptions en attente et gère les informations qu'ils contiennent selon des modalités fixées par l'Office.

§ 4. Si un milieu d'accueil a une capacité d'accueil non occupée, il se réfère en premier lieu à son registre des inscriptions en attente pour voir s'il ne reste pas en attente des demandes confirmées d'inscription de parents qui s'étaient adressés à lui et qui se sont vu refuser l'inscription.

Dans l'affirmative, après avoir confirmé la demande des parents, le milieu transcrit dans son registre des inscriptions, sous forme d'inscription ferme, visé à l'article 49, § 2, l'inscription réalisée conformément au présent chapitre et demande aux parents de se désinscrire des milieux d'accueil où ceux-ci auraient une demande en attente.

Dans la négative, le milieu d'accueil se réfère ensuite aux demandes d'inscription transcrites dans son registre des inscriptions, sous forme d'inscription en attente de réponse.

Enfin, si les inscriptions transcrites dans son registre des inscriptions, sous forme d'inscription en attente de réponse, ne lui permet pas de rencontrer cette capacité d'accueil non occupée, le milieu d'accueil prend contact avec le comité subrégional du lieu où il est implanté et/ou contigu à son lieu d'implantation. Ce(s) dernier(s) communique(nt) au milieu d'accueil le registre centralisé des inscriptions en attente.

Après avoir confirmé la demande des parents, le milieu d'accueil transcrit dans son registre des inscriptions, sous forme d'inscription ferme, visé à l'article 49, § 2, l'inscription réalisée conformément au présent chapitre et demande aux parents de se désinscrire des milieux d'accueil où ceux-ci auraient une demande en attente.

§ 5. L'Office détermine les procédures de transmission et d'actualisation des informations centralisées au sein des comités subrégionaux à partir des registres des inscriptions en attente, tant à l'égard des milieux d'accueil que des parents.

Art. 51. L'Office est autorisé à prendre toute disposition ou toute modalité technique en vue d'informatiser et de centraliser les informations contenues dans les registres visés aux articles 48 et 50.

Art. 52. Les parents confirment la naissance de l'enfant au milieu d'accueil dans le mois de celle-ci. Néanmoins, si la date d'entrée probable de l'enfant est prévue lorsqu'il a atteint au moins l'âge de six mois, les parents confirment l'entrée de l'enfant au plus tard deux mois avant celle-ci.

L'inscription de l'enfant est définitive à partir de ce moment et à condition que les parents ont versé l'éventuelle avance forfaitaire visée à l'article 49, § 2., alinéa 2.

Art. 53. Si les modalités d'inscription visées aux articles 48 à 52 ne sont pas respectées par les parents, la demande d'inscription ou l'inscription ferme peut être annulée.

Art. 54. Le milieu d'accueil adresse annuellement un rapport à l'Office sur les inscriptions effectuées et confirmées et celles qu'il a refusées, ainsi que sur les causes de ces refus.

Si l'Office est saisi d'une plainte ou s'il constate que le refus d'inscription n'est pas ou insuffisamment motivé, ou n'est pas fondé, il peut prendre toute mesure appropriée et, selon le cas ou la gravité du manquement, suspendre ou retirer l'autorisation, selon les modalités définies dans le présent arrêté.

Art. 55. Par dérogation aux articles 48 à 50, les milieux d'accueil visés à l'article 2, 1^o à 4^o et 8^o prévoient de réserver au moins 10 % de leur capacité totale en vue de rencontrer les besoins d'accueil résultant de situations particulières, notamment pour l'accueil d'enfants ayant un lien de parentalité avec un autre enfant inscrit. Celles-ci peuvent faire l'objet de modalités d'inscription et de réservation différentes de celles fixées auxdits articles.

Le pourcentage réservé, les situations particulières et les modalités d'inscription et de réservation visées à l'alinéa 1^{er} sont précisés dans le règlement d'ordre intérieur du milieu d'accueil.

Si les places réservées en fonction de l'alinéa premier ou dans le cadre d'une convention de collaboration ne font pas l'objet d'une demande d'inscription quinze jours avant le début d'un mois, ces places ne sont plus obligatoirement réservées pour des besoins d'accueil résultant respectivement de situations particulières ou d'une convention de collaboration pour le mois à venir et sont attribuées en fonction du registre des inscriptions visé à l'article 15."

Art. 4. Il est ajouté un second alinéa à l'article 58 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, stipulé comme suit :

« L'autorisation est cependant retirée de plein droit lorsque la condition visée à l'article 25, alinéa 2, n'est plus respectée en raison de la rupture de la convention et ce, du fait du service d'accueillant(e)s conventionné(e)s ou du fait de l'accueillant(e). »

Art. 5. A la fin de l'alinéa 2 de l'article 60 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, après les mots « ...à l'article 63. », il est ajouté le texte suivant : « Toutefois, si le retrait intervient après une mesure de suspension prise en application de l'alinéa premier ou de l'article 63, celui-ci produit ses effets avec application immédiate. »

Art. 6. L'alinéa 3 du § 1^{er}, de l'article 61 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil est remplacé par le texte suivant :

« L'introduction du recours suspend les effets de la décision sauf si le recours porte sur une décision de retrait consécutive à une mesure de suspension visée à l'article 60. »

Art. 7. L'article 72 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil est remplacé par la disposition suivante :

« **Art. 72.** Hormis les refus de prise en charge par le milieu d'accueil pour raisons de santé communautaire, les cas de force majeure, les circonstances exceptionnelles, en ce compris celles liées aux conditions d'emploi des parents et les journées d'absence des enfants sur la base de certificats médicaux, le milieu d'accueil qui, après avoir constaté des manquements répétés au contrat d'accueil visé à l'article 70, § 1^{er}, et/ou la fiche mensuelle de présence visée à l'article 70, § 5, et après avoir mis en demeure les parents par lettre recommandée, peut annuler ledit contrat si le milieu d'accueil constate que le(s) élément(s) contenu(s) dans la mise en demeure n'est(ne sont) toujours pas respecté(s) et que le contrat de garde n'a pas été modifié en fonction des éléments contenus dans la mise en demeure.

La mise en demeure visée à l'alinéa premier indique le(s) élément(s) du contrat d'accueil et/ou de la fiche mensuelle de présence qui n'est (ne sont) pas respecté(s). »

Art. 8. Il est ajouté un troisième alinéa à l'article 87 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, stipulé comme suit :

« Les demandes de subsides doivent être transmises par pli recommandé ou par tout autre moyen permettant de disposer de la preuve de l'envoi. »

Art. 9. A l'article 133, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, le montant de « 6.280 € » est remplacé par celui de « 5.775 € ».

Art. 10. A l'alinéa 2 de l'article 134, le pourcentage de « 13,5 » est remplacé par « 6 ».

Art. 11. A l'article 163 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, il est ajouté un quatrième paragraphe stipulé comme suit :

« § 4. Les personnes qui sont titulaires d'un diplôme de puériculteur(rice) et qui exercent une fonction de directeur(trice) d'un milieu d'accueil au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, continuent à y exercer leur fonction jusqu'à leur mise à la retraite ou leur départ du milieu d'accueil. ».

Art. 12. L'article 164 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil est supprimé.

Art. 13. A l'article 166, 4^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, la date du « 11 juin 1999 » est remplacée par celle du « 18 juin 1999 ». Au même article, 5^o, la date du « 15 juillet 2000 » est remplacée par celle du « 15 juin 2000 ».

Art. 14. L'article 167 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil est remplacé par la disposition suivante :

« **Art. 167.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2003, à l'exception des alinéas 2 et 3 du § 3. et des alinéas 4 et 5 du § 4, de l'article 50 qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2005, des articles 2, 6^o et 7^o, 12 et 111 à 114 qui entrent en vigueur le 1^{er} avril 2003 et de l'article 165 qui entre en vigueur au 1^{er} janvier 2003. ».

Art. 15. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} août 2003.

Art. 16. Le Ministre de l'Enfance, de l'Accueil et des Missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 septembre 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enfance,
de l'Accueil et des Missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 4587

[2003/201930]

24 SEPTEMBER 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het Internationaal Verdrag van 20 november 1989 inzake de rechten van het kind;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E.";

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen;

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gegeven op 4 september 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 september 2003;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat na de evaluatie gevoerd met de vertegenwoordigers van de betrokken personen, waaronder de "Office de la Naissance et de l'Enfance", ingevolge de inwerkingtreding van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, gebleken is dat sommige nadere regels niet toepasselijk waren of gevolgen zouden kunnen hebben die tegen de bedoelingen van de Regering ingaan, inzonderheid wat betreft de nadere regels voor de inschrijving van kinderen waarbij deze in plaats van de ouders gerust te stellen, de bezorgdheid zou verhogen van de ouders die een opvangplaats zoeken en dat men dus iets moet doen om deze situatie op te lossen door de nodige wijzigingen aan te brengen aan de algemene reglementering en dit binnen de kortste termijn teneinde deze voortdurende bezorgdheidstoestand niet te laten duren;

Gelet op het advies van de Raad van State 35.874/4, gegeven op 17 september 2003, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de ONE;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 36 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen wordt door de volgende bepaling vervangen :

Art. 36. De omkadering van de kinderen binnen de gemeentelijke opvangvoorziening voor kinderen wordt minstens verzekerd door het volgend personeel :

1^o 2,5 betrekkingen die overeenstemmen met een voltijdse betrekking kinderverzorgers(sters) voor twaalf kinderen;

2^o 0,5 betrekking die overeenstemt met een voltijdse betrekking kinderverzorgers(sters) per groep van drie bijkomende plaatsen voor de huizen waarvan de capaciteit groter is dan twaalf plaatsen;

3^o 0,25 betrekking die overeenstemt met een voltijdse betrekking gegradueerd sociaal verplegers(pleegsters) of verplegers(pleegsters) gespecialiseerd in de communautaire gezondheidszorg, of sociaal assistent(e) per schijf van twaalf plaatsen.

Voor de kinderen van meer dan achttien maanden kan de kwalificatie kinderverzorger(ster) bedoeld in lid 1, 1° en 2° vervangen worden door de kwalificatie kandidaat(ate)-verpleegkundige of kleuterleider(ster) of door een andere kwalificatie erkend door de Regering met advies van de Dienst, zonder voor zover dat het aantal kinderverzorgers(sters) minder personen bedraagt dan de helft van het personeel voor de omkadering van de kinderen van die leeftijd. » .

Art. 2. De eerste twee leden van artikel 42 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, worden vervangen door de volgende leden :

"Voor de crèches, peuterspeelplaatsen en gemeentelijke opvangvoorzieningen voor kinderen brengen de Directeur(trice) en de personen die instaan voor de psycho-medisch-sociale omkadering het bewijs dat ze een opleiding gevolgd hebben van verpleger(eegster), gegradueerd sociaal verpleger(eegster) of gespecialiseerd in de communautaire gezondheidszorg, sociaal assistent(e) of een hogere opleiding gevolgd hebben met als einddoel de psychopedagogie. De personen die instaan voor de omkadering van de kinderen brengen het bewijs dat ze een opleiding gevolgd hebben van verpleger(eegster), gegradueerd sociaal verpleger(eegster) of gespecialiseerd in de communautaire gezondheidszorg, van sociaal assistent(e) of kinderverzorger(ster) of een hogere opleiding gevolgd hebben met als einddoel de psychopedagogie. De kwalificatie kinderverzorger(ster) kan evenwel voor de omkadering van de kinderen van meer dan achttien maanden, vervangen worden door de kwalificatie kandidaat(ate)-verpleegkundige of kleuterleider(ster) of door een andere kwalificatie erkend door de Regering met advies van de Dienst, zonder evenwel dat het aantal kinderverzorgers(sters) minder personen bedraagt dan de helft van het personeel voor de omkadering van de kinderen van die leeftijd.

Voor de oudercrèches brengen de Directeur(trice) en de personen die instaan voor de psycho-medisch-sociale omkadering het bewijs dat ze een opleiding gevolgd hebben van verpleger(eegster), gegradueerd sociaal verpleger(eegster) of gespecialiseerd in de communautaire gezondheidszorg, sociaal assistent(e) of een hogere opleiding gevolgd hebben met als einddoel de psychopedagogie. De personen die instaan voor de omkadering van de kinderen brengen het bewijs dat ze een opleiding gevolgd hebben van verpleger(eegster), gegradueerd sociaal verpleger(eegster) of gespecialiseerd in de communautaire gezondheidszorg, van sociaal assistent(e) of kinderverzorger(ster) of een hogere opleiding gevolgd hebben met als einddoel de psychopedagogie. De ouders die instaan voor de omkadering van de kinderen brengen het bewijs dat ze een opleiding gevolgd hebben die erkend is door de Regering of verbinden zich ertoe tijdens het jaar een versnelde opleidingsmodule te volgen erkend door de Regering."

Art. 3. De artikelen 48 tot 55 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, worden door de volgende artikelen vervangen :

"**Art. 48.** Vanaf de volle derde maand van de zwangerschap, tijdens een onderhoud, dienen de ouders een aanvraag om inschrijving van hun kind in de opvangvoorziening in. Zij verduidelijken met name het vermoedelijke aantal dagen en halve dagen per week of per maand waarop hun kind aanwezig zal zijn en de vermoedelijke datum waarop de opvang zal beginnen.

Als de vermoedelijke datum van aankomst van het kind evenwel voorzien is wanneer het kind minstens zes maanden oud zal zijn, kan de aanvraag om inschrijving slechts geformuleerd worden binnen de negen maanden die aan deze datum voorafgaan.

Elke aanvraag om inschrijving wordt onmiddellijk ingeschreven in het inschrijvingsregister bedoeld in artikel 15, in de chronologische volgorde van het indienen. De opvangvoorziening verleent een attest en informeert de ouders over de verdere procedures.

De opvangvoorziening deelt binnen de kortste termijn en ten laatste binnen een termijn van één maand na de aanvraag om inschrijving de aanvaarding, de inschrijving in afwachting van een antwoord of de gemotiveerde weigering van de inschrijving aan de ouders mee.

De opvangvoorziening schrijft eveneens haar antwoord in het inschrijvingsregister in met vermelding, in voorkomend geval, van de vermoedelijke datum waarop de opvang begint.

In afwijking van de leden 3 tot 5, wanneer de aanvraag van de ouders wordt gedaan in het kader van een overeenkomst voor samenwerking, wordt die aanvraag onmiddellijk in het inschrijvingsregister ingeschreven in de vorm van een definitieve inschrijving, op de vermoedelijke datum waarop de opvang begint.

Art. 49. § 1. Na de volle zesde maand van de zwangerschap of op het einde van de drie maanden volgend op de aanvraag om inschrijving, bevestigen de ouders die geen weigering om inschrijving gekregen hebben, als de vermoedelijke datum van aanvang van de opvang van het kind voorzien is wanneer het kind minstens zes maanden oud is, hun aanvraag ten laatste binnen de tien werkdagen volgend op bovenvermelde uiterlijke datum.

De opvangvoorziening deelt binnen de kortste termijn en ten laatste binnen een termijn van tien werkdagen na de bevestiging van de aanvraag om inschrijving aan de ouders waarvan de aanvraag ingeschreven is in afwachting van een antwoord, de aanvaarding of de weigering van inschrijving mee. In geval van weigering, schrijft de opvangvoorziening in of de ouders wensen dat men later terug contact met hen opneemt in het geval een plaats vrij zou komen.

Als een aanvankelijke aanvraag om inschrijving, die overeenkomstig artikel 48 aangenomen is, gewijzigd wordt bij de bevestiging of als, na de bevestiging van de aanvraag om inschrijving in afwachting van een antwoord en na weigering van de opvangvoorziening, de aanvraag om inschrijving gewijzigd wordt, deelt de opvangvoorziening de aanvaarding of de weigering mee betreffende deze aanvraag gewijzigd binnen de daaropvolgende tien werkdagen.

§ 2. Alle inschrijvingen die aanvaard zijn volgens de nadere regels bedoeld in artikel 48 en in § 1, worden in de vorm van een vaste inschrijving ingeschreven in het inschrijvingsregister met vermelding van de vermoedelijke datum waarop de opvang begint.

Op dat moment handigt de opvangvoorziening het huishoudelijk reglement en het opvangproject aan de ouders over, die voor akkoord door hen ondertekend zullen moeten worden nadat ze er kennis van zullen hebben genomen. Vanaf dat moment mag de opvangvoorziening eveneens aan de ouders een forfaitair voorschot vragen dat bedoeld is om de reservatie van de plaats van het kind in de opvangvoorziening te waarborgen en de goede uitvoering van de financiële verplichtingen van de ouders tijdens de ganse duur van de opvang van het kind te verzekeren. Deze komt maximaal overeen met een maand opvang, berekend op basis van het aantal dagen aanwezigheid per week en, in voorkomend geval, van de financiële bijdrage van de ouders berekend op basis van de inkomsten van de ouders. Dat bedrag moet teruggegeven worden op het einde van de opvang van het kind als alle verplichtingen uitgevoerd zijn of als het kind niet werd opgevangen wegens overmacht en dit binnen een termijn van hoogstens één maand. De erkende opvangvoorziening mag eveneens met de ouders het opvangcontract tekenen zoals bepaald in artikel 70. De bijlagen mogen achteraf ingevuld worden.

Art. 50. § 1. De inschrijving van het kind kan niet geweigerd worden op basis van sociale, seksuele of racistische discriminaties, voor zover de ouders het opvangproject en het huishoudelijk reglement van de opvangvoorziening aanvaarden te onderschrijven.

Onverminderd lid een, moet de inschrijving van het kind gedaan worden in naleving van de orde van de inschrijvingsaanvraag in het register overeenkomstig artikel 48, lid 3, voor zover dit overeenstemt met het opvangaanbod.

§ 2. Elke beslissing de inschrijving te weigeren, medegedeeld aan de ouders op een typeformulier waarvan het model door de Dienst wordt bezorgd, preciseert de reden van de weigering, te weten ofwel omdat er geen plaatsen beschikbaar zijn op de vermoedelijke datum waarop de opvang begint, ofwel een reden in verband met de onverzoenbaarheid van de aanvraag met het opvangproject of het huishoudelijk reglement van de opvangvoorziening, die niet mogen stellen dat een aanvraag tot inschrijving wordt geweigerd omdat het aantal dagen onvoldoende zou zijn indien dit aantal op maandelijks gemiddelde hoger is dan of gelijk is aan 12 dagen aanwezigheid, buiten de maanden juli en augustus. De opvangvoorziening informeert daarenboven de ouders over de andere opvangvoorzieningen die hun aanvraag zouden kunnen inwilligen alsmede over het feit dat zij binnen de veertien dagen hun aanvraag zal doorzenden naar het subregionaal comité om in een inschrijvingregister op wachtlijst te worden ingeschreven.

§ 3. In geval van gemotiveerde weigering van de inschrijving, overeenkomstig § 2, schrijft de opvangvoorziening de aanvraag onmiddellijk in een gecentraliseerd register van hangende inschrijvingen.

De opvangvoorziening informeert het subregionaal comité van haar gewest ervan behalve als de ouders geweigerd hebben dat hun aanvraag om inschrijving binnen de termijn bedoeld in § 2 meegedeeld wordt aan het subregionaal comité.

Elk subregionaal comité centraliseert, wat dit comité betreft, de registers van hangende inschrijvingen en houdt de informatie die ze bevatten bij volgens de door de Dienst bepaalde nadere regels.

§ 4. Indien een opvangvoorziening een niet bezette opvangcapaciteit heeft, beraadslaagt zij eerst haar gecentraliseerd register van hangende inschrijvingen om te zien of er geen inschrijvingsaanvragen op wachtlijst overblijven van ouders die zich tot haar hadden gewend en aan wie de inschrijving werd geweigerd.

Zo ja, na bevestiging van de aanvraag door de ouders, schrijft de voorziening die inschrijving, uitgevoerd overeenkomstig dit hoofdstuk, in het inschrijvingsregister in, in de vorm van een definitieve inschrijving, bedoeld bij artikel 49, lid 2, en vraagt aan de ouders zich af te schrijven van de opvangvoorzieningen waar hun hangende aanvraag zou opgenomen zijn.

Zo niet beraadslaagt de opvangvoorziening de inschrijvingsaanvragen die in haar register zijn opgenomen in de vorm van een hangende aanvraag.

Tenslotte, indien de inschrijvingen in haar gecentraliseerd register van hangende inschrijvingen haar niet toelaten te beantwoorden aan deze niet bezette opvangcapaciteit, neemt de opvangvoorziening contact op met het subregionaal comité van de plaats waar zij gevestigd is en/of die zich in de buurt van haar vestigingsplaats bevindt. Deze comités geven kennis van het gecentraliseerd register van hangende inschrijvingen aan de opvangvoorziening.

Na bevestiging van de aanvraag door de ouders, schrijft de opvangvoorziening die inschrijving, uitgevoerd overeenkomstig dit hoofdstuk, in het inschrijvingsregister in, in de vorm van een definitieve inschrijving, bedoeld bij artikel 49, lid 2, en vraagt aan de ouders zich af te schrijven van de opvangvoorzieningen waar hun hangende aanvraag zou opgenomen zijn.

§ 5. De Dienst bepaalt de procedures voor de mededeling en de actualisering van de gecentraliseerde informatie binnen de subregionale comités vanaf de registers van hangende inschrijvingen, zowel t.o.v. de opvangvoorzieningen als van de ouders.

Art. 51. De dienst wordt toegelaten alle maatregelen te treffen of elke technische bepaling toe te passen met het oog op de informatisering en de centralisatie van de informatie uit de in de artikelen 48 en 50 bedoelde registers.

Art. 52. De ouders bevestigen de geboorte van het kind bij de opvangvoorziening binnen de maand van de geboorte. Als de vermoedelijke begindatum voor de opvang van het kind evenwel voorzien is als het kind minstens zes maanden oud is, bevestigen de ouders de begindatum voor de opvang ten laatste twee maanden op voorhand.

De inschrijving van het kind is definitief vanaf dat moment en op voorwaarde dat de ouders het eventueel forfaitair voorschot bedoeld in artikel 49, § 2, lid 2 hebben gestort.

Art. 53. Als de in de artikelen 48 tot 58 bedoelde nadere regels voor de inschrijving van het kind door de ouders niet worden nageleefd, mag de aanvraag om inschrijving of de definitieve inschrijving worden afgezegd.

Art. 54. De opvangvoorziening stuurt jaarlijks een verslag naar de Dienst over de uitgevoerde en bevestigde inschrijvingen en over deze die zij heeft afgewezen alsook over de redenen van deze weigeringen.

Indien bij de Dienst een klacht wordt neergelegd of indien hij vaststelt dat de weigering van de inschrijving niet of onvoldoende gemotiveerd of ongegrond is, mag hij alle gepaste maatregelen treffen en, naargelang van het geval of de ernst van de tekortkoming, de toelating opschorten of intrekken, volgens de in dit besluit bepaalde nadere regels.

Art. 55. In afwijking van de artikelen 48 tot 50, voorzien de opvangvoorzieningen bedoeld bij artikel 2, 1° tot 4° en 8° erin ten minste 10 % van hun totale capaciteit in reserve te houden om te beantwoorden aan de opvangbehoeften die voortvloeien uit bijzondere situaties en meer bepaald voor de opvang van kinderen die enig verwantschap met een ander ingeschreven kind hebben. Voor deze situaties zijn er voor de inschrijving en de reservatie andere nadere regels bepaald dan deze die in bedoelde artikelen zijn bepaald.

Het voorbehouden percentage, de bijzondere toestanden en de nadere regels voor de inschrijving en de reservatie bedoeld bij lid 1 worden nader bepaald in het huishoudelijk reglement van de opvangvoorziening.

Indien er voor de plaatsen, voorbehouden krachtens lid een of in het kader van een samenwerkingsovereenkomst, geen inschrijvingsaanvraag binnen de veertien dagen vóór de aanvang van een maand wordt ingediend, blijven die plaatsen niet meer verplicht voorbehouden voor opvangbehoeften die respectievelijk voortvloeien uit buitengewone toestanden of uit een samenwerkingsovereenkomst in het vooruitzicht van de volgende maand en worden toegewezen volgens het in artikel 15 bedoeld inschrijvingsregister."

Art. 4. In artikel 58 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De toelating wordt evenwel van rechtswege ingetrokken wanneer de in artikel 25, lid 2, bedoelde voorwaarde niet meer wordt nageleefd wegens de verbreking van de overeenkomst en dit door de dienst erkende opvang(sters) of door de opvang(sters)." .

Art. 5. Aan het einde van lid 2 van artikel 60 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen wordt na de woorden : "... onverminderd de bij artikel 63 bedoeld bepalingen. » de volgende tekst ingevoegd : "Als de intrekking evenwel optreedt na een opheffingsmaatregel genomen ter uitvoering van het eerste lid of van artikel 63, heeft die uitwerking met onmiddellijke toepassing."

Art. 6. Lid 3 van § 1 van artikel 61 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen wordt door de volgende tekst vervangen :

"De indiening van het beroep schort de gevolgen van de beslissing op behalve als het beroep handelt over een beslissing om intrekking ingevolge een opheffingsmaatregel bedoeld in artikel 60."

Art. 7. Artikel 72 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen wordt door de volgende bepaling vervangen :

"**Art. 72.** Behoudens de weigering door de opvangvoorziening het kind ten laste te nemen om communautaire gezondheidsredenen, de gevallen van overmacht, de buitengewone omstandigheden, met inbegrip van deze die verband houden met de arbeidsvoorwaarden van de ouders en de dagen afwezigheid van de kinderen op basis van medische getuigschriften, kan de opvangvoorziening, nadat zij meerdere keren vastgesteld heeft dat de ouders de bewakingsovereenkomst bedoeld bij artikel 70, § 1, en/of de maandelijkse aanwezigheidsfiche bedoeld bij artikel 70, § 5 niet naleven, en nadat ze de ouders bij een ter post aangetekende brief ervan op de hoogte hebben gebracht, de bedoelde overeenkomst verbreken als de voorzitter vaststelt dat het(de) element(en) van de ingebrekestelling nog steeds niet wordt(en) nageleefd en dat de bewakingsovereenkomst niet gewijzigd is in functie van de elementen uit de ingebrekestelling.

De ingebrekestelling bedoeld in lid 1 vermeldt het (de) element(en) van de bewakingsovereenkomst en/of de maandelijkse aanwezigheidsfiche die niet nageleefd wordt (worden). » .

Art. 8. Een lid 3 wordt ingevoegd in artikel 87 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, luidend als volgt :

"De aanvragen om subsidies moeten per aangetekend schrijven of door elk ander middel dat het bewijs van de versturing levert, worden meegedeeld."

Art. 9. In artikel 133, lid 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, wordt het bedrag "6.280 €" vervangen door "5.775 €".

Art. 10. In lid 2 van artikel 134 wordt het percentage "13,5" vervangen door "6".

Art. 11. In artikel 163 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen wordt een vierde paragraaf ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 4. De personen die titularis zijn van een diploma van kinderverpleger(pleegster) en die een ambt van directeur(trice) uitoefenen in een opvangvoorziening tot de datum van inwerkingtreding van dit besluit, blijven hun ambt uitoefenen tot als zij met pensioen gaan of van de opvangvoorziening vertrekken."

Art. 12. Artikel 164 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen wordt geschrapt.

Art. 13. In artikel 166, 4^o van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen wordt de datum "11 juni 1999" vervangen door "18 juni 1999". In hetzelfde artikel, 5^o, wordt de datum "15 juli 2000" vervangen door "15 juni 2000".

Art. 14. Artikel 167 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen wordt door de volgende bepaling vervangen :

"**Art. 167.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2003 met uitzondering van de leden 2 en 3 van § 3. en de leden 4 en 5 van § 4. van artikel 50 die in werking treden op 1 september 2005, van de artikelen 2, 6^o en 7^o en 111 tot 114 die in werking treden op 1 april 2003 en van artikel 165 dat in werking treedt op 1 januari 2003."

Art. 15. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 augustus 2003.

Art. 16. De Minister van Kinderwelzijn, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E." wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 september 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

J.-M. NOLLET,

De Minister van Kinderwelzijn, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E."